

APPEL À LA MOBILISATION CONTRE LA LOI TRAVAIL

La loi travail c'est la généralisation d'une précarité déjà existante (intérimaires, saisonniers, intermittent-e-s ...). Elle remet en cause les acquis sociaux de tous-tes les travailleurs-ses et acte des pratiques courantes comme normales et ne peut que présager pire pour celles et ceux déjà précaires. Même si le gouvernement a retiré et modifié certains points de la loi les autres ne sont pas plus acceptables : tout est à jeter !

• **Pour les chômeurs-ses indemnisé-es** le trop perçu versé par Pôle Emploi pourra être directement prélevé du compte bancaire, sans passer par la saisie d'un juge, aujourd'hui obligatoire.

• **Pour les apprenti-es** la taxe d'apprentissage qui finance aujourd'hui les centres de formations publics sera avec cette loi étendue aux centres privés hors contrats, provoquant de fait la privatisation des formations et les inégalités entre les apprenti-es.

• **De façon générale :**

• **licenciements facilités** : baisse des indemnités, licenciement possible en cas de simple baisse d'activité.

• **accords d'entreprise** : aujourd'hui, il n'est valable que s'il est plus avantageux pour les salarié-es que le code du travail. Avec cette loi, ce sera l'inverse : une entreprise pourra mettre en place un régime moins avantageux pour les salarié-es. Le ou la salariée sera seule face à son

employeur, sans pouvoir s'appuyer sur le code du travail. De plus, s'il ou elle refuse l'accord, il ou elle pourra être licencié-e pour «cause réelle et sérieuse».

• **référendum d'entreprise** : sous couvert de démocratie directe, le référendum, qui empêche tout rapport de force collectif, impose au salarié-e de faire un choix individuel face à l'employeur qui peut exercer un chantage au licenciement.

Et ce n'est qu'une partie de la loi

Le gouvernement Valls prétend lutter contre le chômage en favorisant l'embauche en CDI alors qu'il détruit son principe même de stabilité.

Cette loi généralise une précarité déjà existante (intérimaires, saisonniers, intermittent-e-s ...). Elle acte des pratiques courantes comme normales et ne peut que présager pire pour celles et ceux déjà précaires.

Historiquement, la force des travailleurs-ses a été d'instaurer un rapport de force collectif face au patronat, le code du travail n'en étant qu'une codification. C'est toute cette logique qui est attaquée par la loi travail : demain chaque salarié-e se retrouvera seul-e face à son employeur, au bénéfice évident du patronat.

S'ORGANISER CONTRE LA LOI TRAVAIL !

Nous sommes travailleur-ses, syndicalistes, étudiant-es, lycéen-nes, chômeur-ses, précaires, intermittent-es ... Nous nous réunissons en Assemblée de lutte où nous décidons collectivement de la meilleure manière de nous organiser contre cette loi. Pour contrer la logique d'isolement des personnes et des secteurs en lutte, il s'agit de reconstruire un rapport de force collectif. Nous considérons que ce rapport de force passe par le blocage de l'économie. La coordination nationale étudiante, la coordination nationale lycéenne et aussi des syndicalistes de l'appel "On bloque tout" appellent à préparer la généralisation et la reconduction de la grève partout.

Nous nous inscrivons dans cette stratégie et appelons en plus, dès le mercredi 20 avril à mettre en place d'autres formes d'action de blocage de l'économie.

ASSEMBLÉE DE LUTTE OUVERTE À TOUS-TES

MARDI 19 AVRIL À 18H

(SALLE DES SYNDICATS EN FACE DU LYCÉE DE L'HARTELOIRE)

MERCREDI 20 AVRIL : ACTIONS !

**JEUDI 28 AVRIL :
MANIFESTATIONS ET BLOCAGES
(GREVE ET OCCUPATIONS)**

PLUS D'INFOS SUR LA LOI TRAVAIL : LOITRAVAIL.LOL

SE TENIR INFORMÉ-E DE LA MOBILISATION : BREST.MEDIASLIBRES.ORG

CONTACT : COLLECTIF.BRESTOIS@GMAIL.COM